



# « Point de vue »

**La lettre d'information de LGF Patrimoine**

Le 15 Janvier 2026,

## SOMMAIRE

### PAGE 1 – 4 >

Les marchés, l'économie,  
l'actualité

### PAGE 5 : Augmentation du taux de CSG pour certains revenus



## L'économie, l'actualité, les marchés

Toute l'équipe de LGF Patrimoine vous souhaite une belle et heureuse année 2026. Nous espérons très sincèrement que ce nouveau millésime sera à la hauteur de l'ensemble de vos attentes et aspirations.

Nous venons de clôturer le premier quart du 21<sup>ème</sup> siècle sans grand enthousiasme.

La perception que nous pouvons avoir de notre environnement est une formidable accélération de notre quotidien. Ce sentiment est certainement imputable à notre usage des informations numériques que cela soit par le biais d'Internet, des réseaux sociaux ou de l'utilisation de plus en plus courante de l'intelligence artificielle.

Le dernier trimestre de l'année 2025 nous a apporté son lot d'événements géopolitiques et financiers. La politique menée par le Président des Etats-Unis a une nouvelle fois déstabilisé nombre de pays occidentaux et renforcé la volonté de plusieurs pays émergents, notamment en Asie, de s'éloigner de la « référence US ». D'un point de vue macro-financier, l'année 2025 s'est globalement bien terminée pour l'ensemble des marchés. La politique offensive de l'administration Trump n'a, pour le moment, eu que peu d'impact sur la croissance des entreprises et leurs résultats.

Les politiques plus souples des banques centrales ont favorisé les anticipations de consommation des ménages et les investissements des entreprises. L'économie mondiale a bien résisté, notamment les Etats-Unis et la Zone Euro, au choc des droits de douanes.

Un des secteurs les plus performants de l'année écoulé a été celui des matières premières hors pétrole. Les métaux dans leur ensemble ont bénéficié à la fois des besoins induits par les investissements dans les nouvelles technologies et de la décision de nombreux pays de s'affranchir de la devise américaine comme monnaie de réserve.

### INFO Évolution de principaux indices boursiers

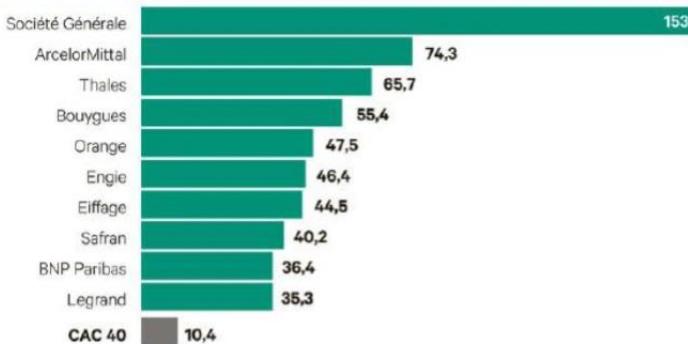
Bilan trimestriel	30/09/2025	31/12/2025	Variation	Bilan Année 2025	30/12/2024	31/12/2025	Variation
Shanghai composite	3882,78	3968,84	2,22%	Shanghai composite	3351,76	3968,84	18,41%
Dow Jones Industrial	46397,89	48063,29	3,59%	Dow Jones Industrial	42544,22	48063,29	12,97%
Nasdaq	22660,01	23241,99	2,57%	Nasdaq	19310,79	23241,99	20,36%
S&P 500	6688,46	6845,5	2,35%	S&P 500	5881,63	6845,5	16,39%
Nikkei 225	44932,63	50339,48	12,03%	Nikkei 225	39894,54	50339,48	26,18%
CAC 40	7895,94	8149,5	3,21%	CAC 40	7380,74	8149,5	10,42%
Eurostoxx 50	5529,96	5791,41	4,73%	Eurostoxx 50	4895,98	5791,41	18,29%
OR	3858,51	4315,09	11,83%	OR	2625,27	4315,09	64,37%
Pétrole (Brent)	67,06	60,91	-9,17%	Pétrole (Brent)	74,83	60,91	-18,60%
Cuivre	10300	12504	21,40%	Cuivre	8794,68	12504	42,18%
EUR/USD	1,1737	1,17485	0,10%	EUR/USD	1,03519	1,17485	13,49%

Focus sur le marché français : le « top et le flop » des valeurs du CAC 40 :

#### Les gagnants et les perdants du CAC 40 en 2025

En %

##### Meilleures performances



##### Pires performances



\*LES ECHOS / SOURCE : BLOOMBERG

#### INFO Évolution des taux d'intérêts

Les Banques Centrales ont poursuivi leur lent travail de régularisation de leur politique monétaire, à savoir gérer à la fois la détermination de leurs taux directeurs (taux à court terme) ainsi que la réduction de leur bilan ce qui consiste à moins intervenir sur les places financières notamment à propos de leurs achats de titres obligataires à long terme :

- Lors de ce trimestre la BCE a poursuivi sa pause au regard de l'inflation qui reste conforme à sa ligne directrice,
- La Banque d'Angleterre a abaissé à deux reprises ses taux,
- La Banque du Japon n'est toujours pas intervenue. Néanmoins la faiblesse persistante du yen et la remontée des prix devraient la conduire à modifier sa politique monétaire lors du premier trimestre 2026.
- Mr Jerome Powell, qui dirige la Banque Centrale américaine (Fed), a poursuivi sa politique de détente progressive des taux directeurs. Le ralentissement observé sur le marché du travail en cette fin d'année 2025 devrait conduire la Fed à procéder à de nouveaux ajustements en 2026.

Taux directeurs %	30/12/2024	31/03/2025	30/06/2025	30/09/2025	31/12/2025
<b>BCE</b>	<b>3</b>	<b>2,4</b>	<b>2,15</b>	<b>2,15</b>	<b>2,15</b>
<b>BOE</b>	<b>4,75</b>	<b>4,5</b>	<b>4,25</b>	<b>4,25</b>	<b>3,75</b>
<b>BOJ</b>	<b>0,25</b>	<b>0,5</b>	<b>0,5</b>	<b>0,5</b>	<b>0,75</b>
<b>BNS</b>	<b>0,5</b>	<b>0,25</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Fed</b>	<b>4,5</b>	<b>4,5</b>	<b>4,5</b>	<b>4,25</b>	<b>3,75</b>

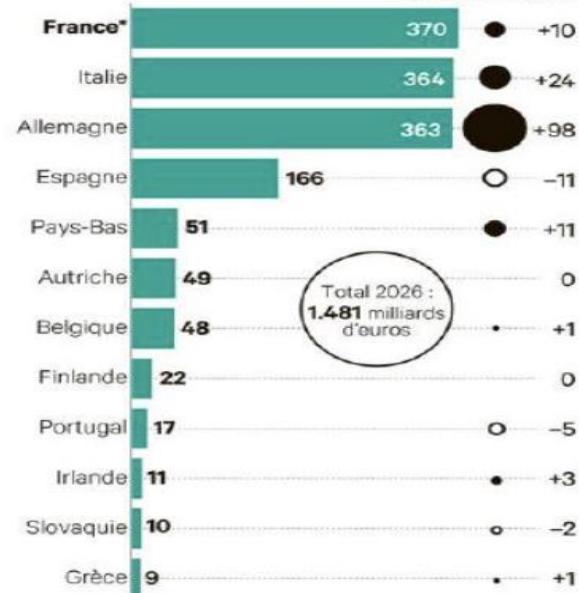
La courbe des taux poursuit comme nous l'avions envisagé sa pentification. L'importance de la dette à lever dans de nombreux pays ne plaide pas, selon nous, pour une baisse des rendements en 2026. En Zone Euro les principaux émetteurs seront la France, l'Italie et l'Allemagne ce qui est une nouveauté en ce qui concerne ce pays. Le plan de relance afférent aux investissements d'infrastructure et d'armement feront de l'Allemagne le troisième pays à rechercher cette année des capitaux sur le marché obligataire. Le volume d'émissions global est estimé autour de 1 500 milliards d'euros. Au regard de ce montant à émettre les taux à long terme, hors crise économique, devraient avoir tendance à se tendre légèrement.

Emprunts d'Etat	29/12/2023	31/03/2024	30/06/2024	30/09/2024	30/12/2024	31/03/2025	30/06/2025	30/09/2025	31/12/2025
10 ans France	2,603%	2,849%	3,272%	2,873%	3,148%	3,519%	3,231%	3,437%	3,574%
10 ans Allemagne	2,017%	2,294%	2,501%	2,127%	2,385%	2,697%	2,646%	2,720%	2,95,4%
10 ans Italie	3,658%	3,662%	4,064%	3,371%	3,451%	3,790%	3,410%	3,531%	3,444%
10 ans USA	3,880%	4,194%	4,329%	3,783%	4,582%	4,228%	4,252%	4,155%	4,121%

## Les objectifs d'emprunt des Etats

En 2026, en milliards d'euros

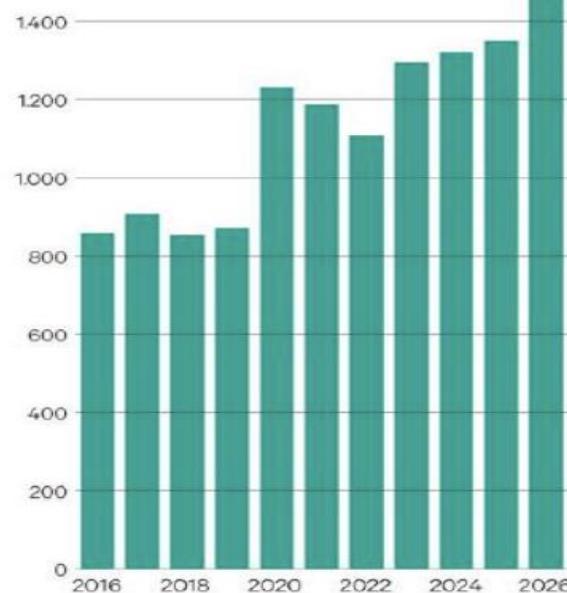
Var. 2026/2025,  
en milliards d'euros



## Un nouveau pic d'emprunt en 2026

En milliards d'euros

1.481



\*Estimation Natixis



## L'économie



L'activité des Etats-Unis fait preuve de résilience. La progression du PIB devrait être autour de 4% pour l'année 2025 ce qui est une surprise pour l'ensemble des analystes. Le pays a profité de plusieurs facteurs positifs dont des achats et des investissements d'anticipation au regard de la hausse des prix attendue de certains biens du fait des droits de douane imposés par l'administration Trump. L'inflation reste mesurée pour la Fed même si elle est toujours au-dessus de ses attentes.

L'année 2026 est plus incertaine et va dépendre des mesures et des pressions orchestrées par l'administration Trump. Le niveau d'endettement du pays qui atteint 125% du PIB commence à peser sur l'évolution des taux à long terme américains et cela d'autant plus que plusieurs pays sont, à ce jour, moins enclins à acquérir les obligations émises par l'État Fédéral (Chine, Russie, Japon...). Si les taux étaient amenés à progresser cela pourrait brider à la fois la consommation des ménages et les investissements des entreprises. Cette incertitude se ressent actuellement à la lecture de statistiques sur l'emploi qui sont moins favorables que précédemment.



La zone euro a terminé 2025 sur une note résiliente avec une croissance modérée et une inflation maîtrisée, tout cela dans un contexte d'incertitudes extérieures, d'un secteur manufacturier qui reste fragile et d'une consommation des ménages médiocre. La croissance pour 2025 est estimée entre 1,2% et 1,4% et l'inflation restera au-dessus de 2%. Le secteur des services aura été le principal moteur de la croissance enregistrée pour l'année écoulée. Les exportations ont souffert de la politique douanière américaine ainsi que de l'agressivité commerciale de la Chine.

La France reste fragilisée tout en faisant preuve de résilience malgré un contexte politique flou. L'Allemagne se reprend timidement. La future mise en œuvre du plan de relance de 800 milliards d'euros devrait contribuer à un net rebond de l'activité économique en 2026.



L'économie britannique au quatrième trimestre 2025 a été extrêmement fragile. Elle est marquée par une croissance très faible ou stagnante, un marché du travail qui se relâche, des pressions inflationnistes persistantes, et une confiance des entreprises au plus bas. Cette situation reflète une économie sous tension, coincée entre des forces inflationnistes (coûts salariaux et intrants) et une demande intérieure limitée. Le contexte monétaire reste délicat et la Banque d'Angleterre œuvre au soutien de l'économie via sa politique monétaire en pilotant les taux directeurs.



L'économie japonaise en cette fin d'année s'est caractérisée par une croissance positive mais modérée. L'activité économique continue de croître, cependant le rythme se ralentit en comparaison des trimestres précédents. Les pressions inflationnistes persistent notamment pour les salaires ce qui devrait conduire la Banque Centrale à intervenir prochainement.

Pour résumer, le Japon continue sa reprise lente, dans un contexte de défis structurels (vieillissement démographique, exposition aux flux internationaux) tout en évitant une contraction majeure. Les faits politiques marquants de ce trimestre auront été la nomination d'une femme, Madame Sanae TAKAICHI, à la tête de l'exécutif et les propos virulents de cette dernière envers la Chine à propos de Taïwan.



La Chine reste sur une trajectoire de croissance qui correspond approximativement à l'objectif officiel « d'environ 5% » pour l'ensemble de l'année 2025, bien que certains instituts privés estiment que la croissance réelle pourrait être plus faible. La production industrielle augmente à un rythme ralenti notamment le secteur automobile qui est confronté à un nombre trop important d'acteurs. L'export reste le point fort du pays. La guerre commerciale et les droits de douane n'ont pas infléchi les échanges, les voisins immédiats de la Chine et les pays européens ont été les plus visés par la déferlante de produits chinois. 2025 sera l'année du record avec un excédent commercial supérieur à 1 100 milliards de dollars soit environ 1% du PIB mondial.

En interne, le gouvernement doit toujours faire face à la méfiance des ménages qui consomment peu, qui restent en retrait de l'immobilier et qui inquiets de l'avenir ne sont guère enthousiastes à l'idée d'agrandir la famille. Pour l'anecdote le gouvernement a décidé d'augmenter sensiblement le prix de tous les contraceptifs existants afin de lutter contre la baisse de la natalité. Pour faire face au marasme actuel, le gouvernement va certainement dans les mois prochains prendre des mesures tant monétaires que budgétaires pour stimuler l'économie.



## Pour conclure

Difficile de faire des pronostics pour l'année qui vient à peine de commencer. Si l'on fait abstraction de la géopolitique et si l'on se concentre sur l'investissement et l'épargne il est probable que 2026 soit, in fine, un bon millésime.

La croissance mondiale reste positivement orientée, les besoins industriels sont croissants et l'intelligence artificielle va continuer à doper les valeurs directement et indirectement dépendantes d'elle. Par ailleurs, les besoins en métaux et matières premières vont rester conséquents tant pour des raisons industrielles que politiques.

En outre, la poursuite d'une certaine politique de « dédollarisation » de la part de plusieurs pays crée un climat favorable à la baisse du Dollar, à la hausse de l'or et de l'argent.

En termes de zones géographiques l'Europe et les pays dits émergents demeurent attractifs au regard de la valorisation de leurs entreprises.

La géopolitique peut bien évidemment venir chahuter positivement comme négativement les tendances exprimées ci-dessus. 2026 sera certainement une année intense tant les défis mondiaux sont importants. Nous allons être en permanence sous tension, pris en otage entre les invectives verbales et territoriales de Mr Trump, le conflit entre la Russie et l'Ukraine, les visées expansionnistes de la Chine, les menaces à peine voilées du Japon envers son voisin, la situation au Proche Orient....

Comme il se doit, le Cabinet LGF Patrimoine est à votre disposition pour évoquer plus longuement ces données avec vous et mettre en œuvre la ou les stratégies les mieux adaptées à votre situation. En ces moments quelque peu perturbés et délicats n'hésitez pas à nous contacter.

## Augmentation du taux de contribution sociale généralisée CSG pour certains revenus de placement et du patrimoine

La loi de financement de la sécurité sociale (LFSS) pour 2026, après avoir été validée par le Conseil constitutionnel (malgré quelques censures), a été publiée au Journal officiel de la République française le 31 décembre 2025 et prévoit entre autres une hausse de 1,4% de la CSG sur certains revenus, mais lesquels ?



**Et oui cette nouvelle hausse ne s'applique pas à tous les revenus !**

Pour rappel jusqu'à présent, un taux de CSG de 9,2 % s'appliquait à l'ensemble des revenus de placement et de patrimoine. Nous avons ainsi un total de prélèvements sociaux de 17,2% (5 % de contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) et 7,5 % de prélèvement de solidarité), ce qui dans le cadre de la flat tax portait le taux global à 30%.

Dorénavant le taux de CSG passera donc à 10,6% soit un total de prélèvements sociaux de **18,6%** (versus 17,2%), augmentant ainsi mécaniquement le taux de prélèvement forfaitaire unique (PFU) à **31,4 %** (contre 30 %).

**Les revenus concernés** par l'augmentation de CSG sont notamment (la liste ci-dessous est non exhaustive) :

- les dividendes ;
- les produits de placement à revenu fixe ;
- les profits réalisés sur les instruments financiers à terme ;
- les gains nets versés lors du retrait/clôture du plan d'épargne en actions (PEA) ;
- les produits de l'épargne salariale (participation, PEE, PERCO) ;
- les rentes des plans d'épargne retraite (PER), et les intérêts des PER en cas de sortie en capital (**sauf précision contraire**) ;
- les plus-values sur valeurs mobilières et droits sociaux ;
- les plus-values professionnelles à long terme ;
- les plus-values de cession d'actifs numériques ;
- les plus-values et créances soumises à l'exit tax ;
- les rentes viagères à titre onéreux ;
- les revenus entrant dans la catégorie des bénéfices industriels et commerciaux (BIC), des bénéfices agricoles (BA) ou des bénéfices non commerciaux (BNC), lorsqu'ils n'ont pas été assujettis à la CSG et à la CRDS au titre des revenus professionnels ; il s'agit notamment des revenus issus de la location meublée non professionnelles ou saisonnières).

Un taux dérogatoire de 9,2 % est applicable à certains revenus du patrimoine et produits de placement limitativement énumérés. Pour ces revenus les taux de 17,2 % de prélèvements sociaux et de 30 % PFU se maintiennent. **Les revenus exclus de la hausse** de CSG sont les suivants :

- les revenus fonciers,
- les plus-values immobilières des particuliers des résidents fiscaux français et de biens meubles ;
- les produits des contrats de capitalisation et des contrats d'assurance vie ;
- les intérêts et primes d'épargne des comptes d'épargne-logement (CEL) ouverts jusqu'au 31 décembre 2017 ;
- les intérêts des plans d'épargne-logement (PEL) exonérés d'impôt sur le revenu en application de l'article 157, 9<sup>e</sup> bis du Code général des impôts et les primes d'épargne des PEL lors de leur versement ;
- et les produits, rentes viagères et rentes d'épargne des plans d'épargne populaire (PEP).



**Mais à quand l'application de cette hausse ?**

- La hausse de CSG s'applique en principe s'agissant des revenus du patrimoine à compter de **l'imposition des revenus de l'année 2025**
- Pour les revenus de placement, l'article 12, II-2<sup>e</sup> de la loi prévoit que la hausse de CSG s'applique à **compter du 1er janvier 2026**.

Nous restons à votre disposition pour répondre à vos interrogations et vous accompagner dans la gestion de votre patrimoine.

**Laurence GARCIA**



**Marc FABAYRE**

